

LE PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

voir aussi

AUTEUR & CONTEXTE	Présentation
	« Le 15 mars 1944, le C.N.R. (Conseil National de la Résistance) adopte à l'unanimité de ses membres, un programme ambitieux publié clandestinement sous le titre « Les jours heureux ».
	CONTEXTE HISTORIQUE :
AUTEUR & CONTEXTE	LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE
	→ Le débarquement allié semble imminent au moment de la publication du programme.
	→ texte d'union de la Résistance qui entend : > peser de tout son poids dans la libération et donc dans la lutte armée. > participer à la future reconstruction d'une nation .
AUTEUR & CONTEXTE	STRUCTURE DU TEXTE
	→ Ce programme se compose de deux 2 parties:
	> 1 ^{ère} : un « plan d'action immédiate » précis et méthodique destiné à libérer au plus vite la nation de l'«opresseur hitlérien » et de ses « agents de Vichy ». > 2 ^{nde} : toute une série de mesures visant à mettre en œuvre à la libération.
OEUVRE	ANALYSE
	QU'EST-CE QUE LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ?
	→ regroupe toutes les composantes de la « Résistance » : « organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du CNR ».
	CONTEXTE DE LA RÉDACTION
	→ contexte d'occupation (« refuser la défaite ») le reflux de l'occupant semble proche (« lutte quotidienne intensifiée »). Le texte évoque un pays dévasté et pillé par « l'opresseur hitlérien » aidé par les « hommes de Vichy ».
	RÉSISTER ET LIBÉRER LE PAYS
	→ la volonté de résister présente dès la phrase introductive : « Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la Résistance n'a d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée. »
	→ plusieurs temporalités & horizons d'attente :
	> dans l'immédiat : « En avant pour le combat, en avant pour la victoire afin que VIVE LA FRANCE ! » (exhortation finale)
	> à court terme : le « but (est) la libération rapide du territoire », c'est de « délivrer la patrie » notamment en participant « aux opérations militaires » des alliés. > à moyen terme : réparer les dommages de la guerre (« dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste ») et « (balayer) le régime de basse réaction instauré par Vichy »
> sur le long terme : un objectif pérenne : « rétablir la France ». (« CNR proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération afin de ... »)	

« RÉTABLIR LA FRANCE »

→ Rétablir la France, c'est :

- > restaurer la « République » et instaurer « une véritable démocratie économique et sociale »
- > « rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ; (...)

UN IDÉAL POLITIQUE :

code couleur : VOLONTÉ DU CNR & JUSTIFICATION/ PRATIQUES & VALEURS

→ cf. instaurer « une véritable démocratie économique et sociale »

Diverses réalités, pratiques et environnements sociétaux peuvent être regroupés dans la notion de « démocratie ». Celle que le CNR appelle de ses vœux est, comme toute élaboration singulière : **quelles caractéristiques pour quel idéal de société ?**

CARACTÉRISTIQUES DE L'IDÉAL POLITIQUE EXPOSÉ :

→ Une société démocratique « véritable » ? c'est :

- > la « démocratie la plus large » à savoir la « démocratie économique et sociale », : la démocratie doit être le principe de gouvernance dans tous les secteurs de la vie collective. C'est une **société où le politique domine l'économique et le social.**
- > une société où la politique est chose publique, une « République », où la souveraineté populaire s'exprime par le « **suffrage universel** ».
- > une société qui **garantit** les **libertés** individuelles (« **liberté de pensée/de conscience / d'expression** » ; et collectives (« **presse / d'association / manifestation** »).
- > une société où **l'égalité** de tous devant la loi est « **absolue** »
- > une société **solidaire** : (cf. le droit à la dignité & **sécurité sociale**, visant à **assurer à tous les citoyens des moyens d'existence**)
- > une société où coexistent les **contre-pouvoirs directs (par le peuple)** comme **institutionnalisés** (« **manifestation** » ; « **syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale** » ; « **démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple** »)
- > une société qui **permette à tous d'être formés aux fonctions liées à l'exercice du pouvoir** : « **fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous** » ; « **une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires** ».
- > une société **aux valeurs universelles** : « **extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.** »

→ Une telle société implique une éducation renouvelée :

- > « **La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous** »
- > nécessité de faire un **apprentissage de la démocratie** : apprentissage des libertés, du droit, de l'égalité sont nécessaires.
- > volonté d'en finir entre une instruction populaire distincte de celles des élites.

→ Une telle société implique une éducation renouvelée une redéfinition des rapports sociétaux, notamment des domaines économique et social.

RÉFORMER L'ÉCONOMIE POUR RÉFORMER LES RAPPORTS SOCIAUX

Volonté de créer « une organisation rationnelle de l'économie assurant la **subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général** ».

→ **l'économie doit aussi se démocratiser** :

> les **anciennes élites doivent être** disparaître, condition à un **renouvellement** de celles-ci :
« **éviction des grandes féodalités économiques et financières** de la direction de l'économie ».

N.B Le terme « **féodalité** :

→ ironise sur le fait que l'on appartient à l'élite lorsque l'on y naît.

→ illustre le réseau hiérarchisé de lien et de relations entre ces élites.

> **ascension sociale et professionnelle basée sur la compétences accessible à tous via l'école** : « **le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.** »

→ Promotion d'un système d'entreprise géré par les travailleurs : la **coopérative** (« **le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales** »).

→ **L'Etat doit être un acteur direct dès lors que l'intérêt général** (le prix et l'accessibilité équitables à ces services) est en jeu, le collectif justifie le **monopole de l'Etat, c'est à dire des citoyens** : « **le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques** ».

RÉFORMER LES RAPPORTS SOCIAUX ET SOCIÉTAUX

→ à **l'échelle des individus**

> rééquilibrage des rapports au travail par la loi

(« **l'amélioration du régime contractuel du travail** » / « la **réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement** »)

→ à l'échelle des **catégories sociales** :

→ à l'échelle sociétale (de l'ensemble de la société)

> affirmation de droits :

- mise en relation de « **droit au travail** » & « de droit **au repos** ».

- droit à « **la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine** » ;

- droit à la « **garantie d'un niveau de salaire et de traitement** »

- droit à « **la sécurité de l'emploi** »

> les droits sociaux sont implicitement garantis par la nouvelle place octroyée aux syndicats.

A COURT TERME : UN GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PROVISOIRE

→ **précis** : « **le gouvernement provisoire de la République** formé par le général de Gaulle pour **défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle** ; (...) »

→ De Gaulle incarne depuis Londres la France Libre, la continuité politique de l'Etat et donc de la « **puissance** ».

INTERPRÉTATION

QUELLE INTERPRÉTATION ?

→ **Il faut lire ce texte à plusieurs niveaux :**

- 1) un **compromis entre les diverses tendances de la Résistance qui s'unissent**. Il pourrait être difficile aujourd'hui de comprendre une telle unanimité autour d'un texte que l'on pourrait qualifier de « révolutionnaire »
- 2) une **critique implicite des principes de Vichy et de la Révolution Nationale, une volonté explicite de renverser ces fondements**.
- 3) une réflexion sur l'échec de la **IIIe République** ; une réflexion sur une « véritable » démocratie ; **une prémisse au développement de « l'Etat providence »** des Trente Glorieuses.

L'IMPORTANT DU CONTEXTE :

→ **la Résistance décide de s'unir** et de s'organiser (*/ résistance & reconstruction politique*)

> **la partie sur l'appel à se mobiliser et à s'organiser dans la résistance a été pratiquement entièrement tronquée**. Toute une série de mesures précises et méthodiques y sont pourtant énoncées : « *développer la lutte contre la déportation* », « *traquer et punir les agents de la Gestapo et de la Milice de Darnand* », « *combattre pour la vie et la santé des français (...) par des pétitions, par des manifestations et des grèves* », « *défendre les conditions de vie des anciens combattants* », « *mener la lutte contre les réquisitions* », « *saboter et paralyser la production destinée à l'ennemi* » mais aussi de « *renforcer les organisations armées des Forces Françaises de l'Intérieur* ». Ces FFI, justement, sont appelées à combattre « *dès maintenant* » les troupes ennemies, de manière coordonnée et rationnelle, tout en se devant de coopérer, « *en cas de débarquement* », avec les armées alliées.

→ **La France Libre (De Gaulle à Londres)** comme la résistance intérieure redoutent que les **alliés**, en particulier des Américains, **placent la France sous leur administration aussitôt les nazis chassés**. Si le programme montre une grande reconnaissance envers les forces militaires de la France Libre et des Alliés, il **n'entend pas leur laisser le monopole de la libération du territoire**.

> la Résistance décide de **s'unir : la Résistance intérieure et extérieure ne fait qu'une, De Gaulle sera en charge d'un gouvernement provisoire**, aucune ingérence étrangère ne saurait être tolérée.

IMPORTANCE DE LA PORTEE :

→ **Le Programme du Conseil National de la Résistance** a façonné notre société, nos rapports, nos vies aussi, comme rarement un simple texte a pu le faire dans l'Histoire.

Il trace la voie pendant trois décennies, celles des « 30 glorieuses » dont on peut dire qu'il a été l'un des moteurs

> L'essentiel des nouveaux droits prônés par le programme du CNR est repris dans une **charte adossée**, à côté de la DDHC à **la constitution de la IV République (1946)**.

ÉTÉ 44/46 : MESURES DES GOUVERNEMENTS PROVISOIRES :

→ **droits individuels & collectifs**

> **libertés fondamentales : à la libération, rétablissement de tous les droits** civils et politiques, acquis durant la IIIe République.

> **rétablissement de la semaine des 40 heures ; augmentation de plus de 18% des salaires**. En 1950 fut créé un salaire minimum interprofessionnel garanti, le **SMIG**, là aussi en fidélité au programme.

> **droit syndical : création des comités d'entreprise** sous l'impulsion des comités locaux de libération qui s'étaient constitués un peu partout dans les entreprises.

> **limite : de nouveaux cadres juridiques seront créés pour les populations « indigènes et coloniales »**. Mais les mesures du programme du CNR ne seront réellement appliquées qu'à partir de la loi-cadre Defferre de 1956 qui donne une réelle autonomie aux territoires colonisés, première étape d'un processus de décolonisation.

→ **Vers un Etat interventionniste ?**

> **3 vagues de nationalisation** vont se succéder entre 1944 & 1946 (*Renault pour collaboration, les transports aériens; les cinq plus grandes banques françaises & les 11 plus importantes compagnies d'assurance ; le gaz et l'électricité (création d'EDF-GDF).*

> Mise en place d'une **planification**, indicative et **incitative**. destinée à permettre la reconstruction.

> mise en place la **Sécurité sociale**, institution appelée par le programme du CNR. Mais cette Sécurité Sociale, financée par les cotisations des employeurs et des salariés, ne se généralisera dans la pratique que progressivement, du fait du refus de certaines professions de s'affilier au régime général.

> mise en **place d'un enseignement secondaire unifié et gratuit.**

UNE PENSÉE RÉVOLUTIONNAIRE, UTOPIQUE ou RÉALISTE ?

Une longue liste des **mesures** « à appliquer dès la Libération du territoire ». Elles sont de **trois natures différentes**, et leur **ordre d'énonciation** suit là aussi l'ordre dans laquelle elles doivent être prises :

1) mesures qui visent à **punir tous ceux qui ont profité de l'Occupation, à démanteler tous leurs bénéfices et acquis.** (*ici tronquée*)

2) mesures qui visent à **rétablir les libertés civiles et politiques conquises** sous la IIIe République et à **les développer** :

→ IIIe République s'est avérée incapable et pas assez solide.

→ Les politiques libérales traditionnelles du régime ont montré leur inefficacité à faire face à la **crise** économique, sociale, politique et morale qui mina sans répit le pays au début des **années 30**.

→ **l'écroulement de la IIIe République doit servir de leçon** pour la Résistance . Il faut , tout en conservant ses principes, à un renouvellement majeur du modèle républicain. Il fallait renforcer les bases de la République pour que plus jamais elle ne s'écroule, en lui donnant un véritable sens.

3) Le troisième « bloc » de mesures vise ainsi à « *promouvoir les réformes indispensables* », visant à l'instauration d'un « **ordre social plus juste** ».

→ **la Résistance cherche à donner un visage social à la République**, un visage sans laquelle elle n'est qu'un mot (*Jaurès*). Le programme du Conseil National de la Résistance se présente ainsi comme **la voie vers une République sociale** tant espérée depuis 1848.

> volonté : mettre réellement fin dans ce pays à l'ignominie qu'avait tant dénoncée Jaurès : « *Au moment même où le salarié est souverain dans l'ordre politique, il est, dans l'ordre économique, réduit au servage* » cinquante ans plus tôt.

=> **Souverain dans l'ordre politique, on accorderait désormais le droit à l'individu de l'être – fort logiquement - dans l'ordre économique.** Souverain, le salarié, le travailleur, le citoyen, serait appelé à l'être à deux niveaux : directement, dans l'entreprise, et indirectement, à travers l'Etat.

> **les nationalisations :**

– **justification** : l'Etat ne peut se contenter de ses fonctions régaliennes, et laisser l'économie s'autoréguler elle-même après l'expérience de la crise de 1929. Garant, selon l'idéal républicain, de l'intérêt général, **l'Etat doit être en première ligne pour mettre la mécanique économique au service de tous , restaurer sa puissance et redistribuer les richesses.**

– Les **grands secteurs stratégiques de l'économie** doivent ainsi être nationalisés, c-a-d-propriété de l'Etat .

=> L'ensemble des acteurs économiques sont appelés à obéir à l'intérêt général, par la **rationalisation** et la **planification**, deux outils censés permettre une meilleure organisation et meilleure efficacité de la production économique. (**influence des communistes**)

ÉLARGISSEMENT

LE PROGRAMME DU CNR INAUGURE-T-IL EN FRANCE L'« ETAT-PROVIDENCE » ?

→ l'**Etat-providence** caractérise l'intervention sociale de l'Etat durant les Trente Glorieuses qui font suite à la guerre et qui combine :

> la **prise en charge de la collectivité des risques** (*maladie, vieillesse et accident du travail*)

> le **financement par l'impôt** fournit des prestations uniformes à tous les membres de la société dans une perspective de redistribution des richesses

→ **Non** ; ni première lois (*cf. chrono. début du XXe siècle : 1ères retraites ; années 30 : lois visant à instituer des assurances sociales ; 1936 etc.*) ni encore période intense de législation sociale.

LE PROGRAMME DU CNR REJET OU POURSUITE DE L'OEUVRE REPUBLICAINE?

→ démontrer les filiations idéologiques et les différences.

→ poursuite de l'oeuvre républicain. Mais les effets de ces lois sont jugés encore limités, ce programme entend généraliser et étendre toutes les mesures déjà existantes

→ **extension de l'oeuvre de la III République** : nouvelles lois donnant accès à tous à la plénitude des droits civils et politiques ici élargis.

RÉFORMER L'ÉCOLE ?

→ **dénonciation** implicite : **les droits à l'instruction et à la culture existent dans les faits** mais se heurtent à la réalité sociale

> les enfants des classes sociales les plus modestes à ne pas en bénéficier du tout (*culture « la plus développée »*), ou n'en bénéficier que partiellement (*cas de l'instruction*).

Cf/ BOURDIEU : les héritages (**social** -de relation, réseaux-, **culturel** -accès à la culture; valeur culturelles propres toute élite-, et **économique** -héritages-) favorisent la reproduction des élites.

L'IDEE DE RESISTANCE

→ **l'idée de la Résistance**

> résister n'est pas un combat circonstanciel, c'est un **combat permanent contre l'oppression**, c'est un réflexe humaniste face à la barbarie et à l'injustice.

> idée que **le peuple doit être l'acteur de son propre destin**. C'est dans l'idée d'une continuité historique propre à la France que s'inscrit la Résistance. La France n'existe que par le peuple. Le peuple n'existe que par le combat incessant envers la tyrannie.

L'IDEE DE RESISTANCE

→ Ce texte est à l'origine du « **modèle social français** » aujourd'hui décrié et mis à mal .

À l'occasion du sixantième anniversaire de l'adoption du programme du CNR, des anciens membres du CNR et d'autres résistants avaient lancé un appel à sa commémoration, le 10 mars 2004. afin de rappeler au bon souvenir de l'esprit du programme et d'interpeller les politiques : « *Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.* »